

Cependant, si je la considère dans une perspective canadienne, comme je le dois, je lui trouve un aspect un peu inquiétant, qui pourrait bien être attribuable à la force mondiale de polarisation tout autant qu'à l'allocation de M. Kissinger. Il s'agit de savoir où les Canadiens se situent dans cette évolution. M. Kissinger a identifié les trois grands centres de puissance du monde non communiste comme étant les États-Unis, l'Europe et le Japon. Nous ne prétendons pas qu'on devrait voir en nous un quatrième centre de puissance, mais nous estimons pouvoir faire un apport distinctif et nous refusons de nous retrouver dans la sphère d'influence exclusive d'une des grandes puissances.

Nous pouvons nous réjouir du fait que, dans son allocution, M. Kissinger a invité le Canada et l'Europe, l'invitation devant aussi s'appliquer un jour au Japon, à se joindre aux États-Unis pour élaborer une nouvelle Charte atlantique. Je n'hésite pas à déclarer que nous répondrons très volontiers à cette invitation, surtout parce que c'est à l'intérieur d'un tel cadre que le Canada pourra le mieux éviter d'être entraîné dans une orbite, et réaliser la diversité des relations économiques, culturelles et politiques qui est essentielle pour le renforcement de l'identité canadienne.

C'est précisément là le genre de questions que je voudrais voir débattues à fond et résolument par la presse. Nous devons faire preuve d'idées claires et d'un jugement sûr au cours de cette discussion, et la presse doit y jouer un rôle important.

Même si ces questions sont bien identifiées et si l'orientation générale de la politique à suivre est donnée, il faut encore prendre des décisions au sujet des questions particulières qui surgissent à peu près tous les jours dans les relations entre le Canada et les États-Unis: questions de commerce, d'échange d'énergie, d'investissement dans l'autre pays, de politique industrielle, de politique de radiotélédiffusion. Comme l'indique notre examen des relations canado-américaines, cette poursuite de la troisième option "ne cherche pas à fausser les données réelles des rapports canado-américains ni les intérêts communs qui en forment la base".

Lorsque s'est présentée la question de la participation du Canada à la Commission internationale de contrôle et de surveillance au Vietnam, il m'est apparu évident que c'était là une question qui intéressait passionnément de vastes secteurs du public canadien. Beaucoup parmi nous avaient un point de vue personnel sur la question, mais il fallait aussi tenir compte d'une foule d'éléments connexes. Cependant, comme le Canada ne participait pas directement, lui-même, aux négociations, la nécessité de tenir le public au courant des développements l'emportait, d'après moi, sur la nécessité du secret. Si l'on vous confie quelque chose sous le sceau du secret, vous n'allez pas le crier sur les toits le lendemain. Mais, dans la mesure où il s'agissait en l'occurrence des réactions canadiennes, je décidai qu'à l'occasion de chaque élément nouveau de la situation le public canadien allait être informé de ce qui se passait et des prochaines décisions que le Gouvernement avait l'intention de prendre. J'ai même tenté, mais là je n'ai remporté qu'un succès partiel, je dois le reconnaître, d'éclairer les partis de l'Opposition en leur offrant l'occasion de voir de leurs propres yeux ce qui se passait en Indochine. Naturellement, il m'a fait plaisir de constater que la ligne que nous suivions